

## COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



PÉTRIC BORIS (dir.), 2012, *La fabrique de la démocratie. ONG, fondations, think tanks et organisations internationales en action*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 312 p., bibliogr. (Virginie Tallio)

Ce livre porte sur la privatisation du champ politique, et plus particulièrement sur la manière dont les politiques et les pratiques d'organismes non-gouvernementaux, et par-là privés mais néanmoins considérés comme appartenant à la société civile, s'agencent pour implanter la « démocratie » dans le domaine public. Il examine comment ils se sont réappropriés ce concept, modifiant en cela à la fois le rôle de l'État et le jeu politique local. État et acteurs locaux doivent dorénavant tenir compte de ces protagonistes et se retrouvent insérés dans de nouvelles problématiques transnationales. Le livre privilégie l'étude des pratiques liées à la délimitation et à l'implémentation du concept de démocratie, plutôt que celle du concept en lui-même, ce qui permet d'en étudier la généalogie ainsi que la diffusion dans les couches de l'appareil politique. Il se penche notamment sur le fonctionnement des fondations et autres ONG qui prennent position, militent, et en fin de compte modèlent le champ politique. Il questionne aussi dans cette perspective, et de manière plus classique, le rôle de l'État et l'articulation de ses différentes strates avec ces entités trans-, supra- ou infranationales. Les cas d'étude, nombreux et fouillés, portant sur une diversité d'acteurs : ONG internationales, Fondations et *think-tanks*, agences des Nations Unies et autres institutions financières internationales et organismes supranationaux forment le cœur de cet ouvrage, et observent tous les effets unilatéraux de la conception de la démocratie des pays du Nord dans des pays du Sud considérés comme non-démocratiques, même si l'article de Blundo aborde aussi la question de la réappropriation de ce concept par un organisme au Sénégal. Il aurait été sans doute intéressant d'obtenir une mise en perspective par quelques cas d'étude portant sur un pays du Nord où la démocratie est censée être déjà établie. C'est l'un des rares reproches que l'on peut adresser à ce livre.

La construction de l'ouvrage permet en elle-même de décaler notre réflexion sur le sujet puisque les articles sont réunis selon le contexte politique qui a mené à l'intervention de ces organismes dans le domaine de la démocratie et non pas par aire géographique. Ainsi, des situations analogues sont mises en parallèle : les pays en transition (Sénégal, Kirghizstan, Bolivie, etc.), les pays post-conflit (Afghanistan, Serbie, Pakistan) – deux catégories amplement utilisées dans les expertises et autres rapports internationaux –, les pays ayant connu une dictature militaire soutenue par des pays démocratiques (Nigeria et Indonésie). L'ouvrage se termine par un cas « à part », celui de Cuba. Mais ce qui rend l'ouvrage particulièrement passionnant, pertinent et novateur reste l'originalité des problématiques soulevées. Détaillons ici quelques articles afin de l'illustrer.

L'article de Blundo porte sur la réussite d'une « entreprise de courtage » (p. 50) et revient par-là sur le concept de courtage que l'auteur a contribué à populariser. Il en détaille un aspect passionnant et trop souvent négligé dans la littérature sur les agences d'aide. Le processus d'affiliation de l'ONG sénégalaise Forum Civil à Transparency International doit passer par un cahier des charges précis, et des ateliers sont mis en place pour s'assurer qu'elle en respecte les exigences pour en obtenir le label. Il s'agit en fait purement et simplement d'une démarche

de *branding*, fort importante dans les affiliations et les constitutions de réseaux. Pour autant, l'ONG réussit à s'adapter et adapter ces règles. Anguelova-Lavergne analyse le marché du *capacity building* en termes d'économie des idées en observant une entité peu ethnographiée dans la recherche sur les agences transnationales, les *think tank*. En Bulgarie, ces derniers ont aidé à la mise en place d'autres modes de gouvernementalité et sont, plus que des « médiateurs de technologie politique de la démocratisation » (p. 97), des indicateurs du choix civilisationnel, plus qu'économique et politique, d'abandonner le communisme. Ces *think tank* ont ensuite été considérés comme les instigateurs de la modernisation de la vie politique, ce qui a permis de légitimer la société civile tout en occultant le rôle des acteurs extérieurs et étrangers. Cela pose tout de même la question de la « privatisation du politique par des acteurs et des coalitions mal identifiées sur la scène publique, notamment à cause de leur mobilité internationale » (p. 114) ainsi que de leur représentativité et de leur redevabilité. Monsutti analyse un projet de développement en Afghanistan mis en place par la Banque mondiale et mobilisant l'arène politique locale. Il s'interroge sur les instruments mobilisés par les agents transnationaux, et sur la nouvelle souveraineté et les modalités de son exercice qui en découlent. Il remarque que les allégeances sont multiples pour une même personne : les agents de l'État sont aussi redevables aux organisations non gouvernementales qui leur fournissent le capital, qu'il soit matériel ou immatériel. Ainsi, souligne-t-il fort justement, la « coexistence entre l'État et la gouvernementalité transnationale est peut-être l'élément le plus déterminant pour comprendre les particularités du monde contemporain » (p. 190). L'article de Vetta (Serbie) propose de dépasser la dichotomie classique entre État et organismes non-gouvernementaux à partir de l'étude d'une classe spécifique, l'élite formée par les cadres circulant entre ces deux entités, et de leurs idées et pratiques. Elle explore leur propre idée de cette différence qui tient pour eux essentiellement au niveau d'action où chacun opère et qui s'exprime en termes moraux. L'article de Pérouse de Montclos porte sur les fondations allemandes au Nigeria et le glissement de leur objectif au cours des années. Elles mettent en place une diplomatie parallèle à tous les échelons de la vie politique, dont l'ambition est plus de (re)donner une place primordiale à l'Allemagne que d'en améliorer la gouvernance et la démocratie. Aucune évaluation de leur efficacité et aucun contrôle des programmes ne sont mis en place.

Cet ouvrage se distingue non seulement par la qualité et la richesse de ses études de cas mais aussi par la pertinence et l'originalité de ses questionnements. Il passionnera tous les anthropologues du politique et les politicistes mais aussi ceux qui travaillent sur la reconfiguration de l'industrie du développement.

Virginie Tallio  
Centro de Estudos Internacionais, ISCTE-IUL, Lisbonne, Portugal  
LAM—Les Afriques dans le Monde, Bordeaux, France